



Solidaires Finances Publiques VAL - DE - MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances
1 Place du Général Billotte - 94 040 CRÉTEIL Cedex
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95
solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 22 janvier 2024

Madame la directrice,

C'est désormais devenu habituel : chaque année, chaque service attend de savoir combien d'agents il y aura en moins à la rentrée suivante.

Chaque année, on doit faire toujours mieux, avec toujours moins.

Chaque année, on modèle, on remodèle, rere modèle, pour tenter d'ajuster nos missions aux emplois prévus, alors qu'il faudrait faire l'inverse.

Est-ce là vos vœux pour les agents du Val-de-Marne ?

Ainsi, alors que notre département avait supporté 10 % des suppressions d'emplois en 2023... c'est encore pire cette année : le Val-de-Marne supporte, à lui seul, **17,5 % des emplois supprimés sur le territoire national** !?

Mais cette situation est **encore plus catastrophique lorsque l'on rentre dans les détails.**

Rien que pour cette année (au regard de l'effectif théorique du Val-de-Marne) :

- SIE : suppression de 19,15 % des emplois C ;

- la Trésorerie hospitalière de Villeneuve-Saint-Georges compte, théoriquement, 7 emplois B... mais ils n'étaient que 2 au 01/09/23 dans les faits !

Afin de les remercier pour leur travail effectué dans de pareilles conditions, sans compter la restructuration dans l'urgence (service dépecé et déménagé à Créteil et au SGC d'Orly), 1 emploi B est supprimé ;

- SPF : suppression de 28,57 % des emplois C, 22,22 % des emplois B et 50 % des emplois A !!! ;

- alors que nous parlons régulièrement du nombre insuffisant d'agents à la logistique, vous y supprimez encore 2 emplois d'agents techniques ! ;

— vous décidez tout aussi arbitrairement de supprimer 11 emplois dans les SIP, alors que la situation des effectifs y est déjà désastreuse !

Vous y aviez déjà supprimé 1/8^e des emplois l'année dernière, alors que nous vous alertions sur le risque de catastrophe lié à GMBI... et la réalité a malheureusement dépassé nos prévisions les plus pessimistes !

Quand la Direction et la direction générale arrêteront-elles ce massacre à l'aveugle, qui ne tient compte, ni des besoins métiers, ni de ceux des usagers... et encore moins de l'humain ?

Car, à quoi bon payer grassement l'IFOP pour réaliser des enquêtes auprès des agents si, au final, nos têtes pensantes ne tiennent nullement compte des résultats catastrophiques obtenus. Résultats encore pires dans le 94 !

D'ailleurs, même les chefs de service ne veulent plus postuler pour un poste dans le Val-de-Marne !

Vous allez donc cette année recourir à des contractuels... au détriment de la promotion interne !

Mais comme toujours, sans doute répondrez-vous à côté et jouerez-vous sur les mots, en affirmant qu'une partie de ces emplois n'est pas supprimée mais transférée en province.

Or chacun d'entre nous peut aisément constater que le nombre d'emplois ainsi créés est bien inférieur à celui des emplois supprimés.

Sans parler du fait que, comme ces postes restent souvent vacants, ils sont ensuite supprimés l'année d'après !

Tel est le cas dans le Val-de-Marne, avec la création d'un seul poste au SDIF pour la prise en charge notamment de la taxe d'urbanisme, un seul au CGF et aucun pour le transfert de certaines taxes douanières... sous réserve que ces emplois soient réellement pourvus.

C'est aussi cette même mauvaise foi qui vous avait conduit à affirmer que Solidaires racontait n'importe quoi lorsque nous affirmions l'année dernière que les nouvelles tâches transférées aux SAPF allaient accélérer la disparition du SPF du Val-de-Marne.

Pourtant la réalité est bien là : ce sont 9 emplois qui seront supprimés cette année, au lieu des 6 initialement prévus.

Toutes ces suppressions d'emplois, les emplois vacants, les restructurations aberrantes n'ont qu'un seul objet : désorganiser les services, afin de pouvoir ensuite les restructurer !

Petit à petit, la corde s'est usée, avec toutes les conséquences que cela implique : souffrance au travail, sentiment de ne pouvoir accomplir ses missions dans des conditions dignes d'un service public d'excellence, celui qu'on nous a tant vendu depuis la scolarité.

Les agents nous l'ont tous dit au cours de nos visites : les usagers, déjà confrontés à de grandes difficultés dans leur quotidien, ne peuvent que constater avec désarroi l'effritement de notre organisation administrative.

Les équipes qui, sur le terrain, œuvrent avec un sens du service public exemplaire, ne peuvent se satisfaire des contraintes accumulées, faute de moyens et faute d'une organisation rationnelle, humaine, claire et pérenne.

Le tout avec une rémunération qui progresse au compte-gouttes dans un contexte pourtant inflationniste !

Tant pis pour le service public. Tant pis pour la perte de sens. Bref, tant pis pour l'humain... alors que la souffrance au travail n'a jamais été aussi importante, y compris parmi les chefs de service.

Nous siégerons malgré tout dans cette instance, car visiblement dans le 94, « enseigner, c'est répéter » !

Nous vous répéterons également que nous avons émis des **AVIS MOTIVES**, et non pas de simples « observations », dans un contexte où nos propos sont trop souvent déformés.

Il est en effet consternant de constater que, malgré nos relances, la DDFiP du Val-de-Marne continue de déformer les propos tenus par les représentants du personnel et s'abstient de respecter la réglementation (dont l'article 98 du décret de 2019, par exemple).